

Canadair Limitée—Loi

La présidence n'a pas encore pris sa décision sur la question soulevée par la députée de Hamilton-Est. Je remercie tous les députés de leur patience et de l'intérêt qu'ils ont manifesté. La présidence reviendra sur cette question le plus rapidement possible.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI AUTORISANT L'ALIÉNATION DE CANADAIR LIMITÉE

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M^{me} McDougall: Que le projet de loi C-25, tendant à autoriser l'aliénation de Canadair Limitée et prévoyant des mesures connexes, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, j'ai attendu patiemment pour commencer mon discours juste avant 13 heures. Je suis heureux de participer au débat. Je suis toutefois désolé que le gouvernement ait décidé de mener un combat idéologique sans envisager de solution de rechange, et donc de donner suite à son intention de privatiser Canadair.

• (1530)

Certains ministériels ont reproché au NPD la position qu'il a adoptée à l'égard de ce projet de loi. Ils ont la mémoire courte, semble-t-il. Je leur rappelle un communiqué de presse publié par le ministre des Finances (M. Wilson) durant la campagne électorale de 1984, où il disait ce qui suit:

Nous allons grouper Canadair et de Havilland en une société d'État distincte qui aura pour mandat de développer l'industrie aérospatiale et non pas seulement d'assurer un contrôle financier. Cette entité devra harmoniser son développement avec la stratégie de l'aérospatiale pour que Canadair et de Havilland assurent leur viabilité commerciale et la maintiennent jusqu'au siècle prochain.

Il semble que les conservateurs aient changé leur fusil d'épaule après avoir pris le pouvoir. Il semble que les prédilections de l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale aient convaincu le gouvernement du bien-fondé de la privatisation. On a ainsi totalement oublié la promesse électorale faite par l'un des députés chevronnés du parti conservateur, l'actuel ministre des Finances.

Qu'est-ce qui a poussé les conservateurs à conserver à Canadair son statut de société d'État à l'époque, et pourquoi changent-ils d'idée aujourd'hui? Je ne prétends pas comprendre ce qui se passe dans leurs conciliabules, mais je tiens à déclarer officiellement qu'il y a deux ans et demi, ils ne voyaient rien de mal à ce que Canadair continue d'être une société publique. Depuis lors, nous les avons vus privatiser tout d'abord de Havilland, puis maintenant Canadair. Chemin faisant, ils ont justifié leur geste en soulignant l'évolution favorable de de Havilland et en soutenant qu'il en irait de même pour Canadair. C'est bien évident. Si les choses évoluent, c'est parce qu'une décision a finalement été prise et que l'incertitude à propos de ces deux sociétés d'État va enfin se dissiper. Cela ne signifie pas que la décision prise était la seule possible, loin de là. Cependant, on a au moins dissipé l'incertitude et c'est pourquoi on assiste à une reprise de l'emploi, par exemple, chez de

Havilland sous la direction de son nouveau propriétaire, Boeing.

[Français]

Bien, madame la Présidente, la question des sociétés de la Couronne c'est une question beaucoup plus large qu'abordée par le gouvernement. Certains des participants dans ce débat, ignorant la promesse du gouvernement conservateur, du parti progressiste conservateur lors de la dernière campagne électorale, nous ont dit que la privatisation c'est quelque chose de bon pour les sociétés affectées et pour le Canada aussi. La politique du Nouveau parti démocratique découle du fait que nous nous opposons à ce projet de loi pour la privatisation de la Canadair parce que nous questionnons l'idéologie, la position idéologique des conservateurs qui veulent la privatisation de toutes les sociétés de la Couronne.

Madame la Présidente, je peux peut-être poser des questions. Les Canadiens sont-ils prêts à voir la privatisation d'Air Canada et du Canadien National, deux sociétés nationales qui ont joué un rôle majeur en termes du développement de notre pays ou bien ont-ils des réserves? Est-ce que le gouvernement conservateur lui-même voulait la privatisation quand ils ont donné une concession fiscale aux Reichmann pour persuader, pour aider dans la division de la compagnie Gulf qui permettrait à Petro-Canada d'augmenter son réseau de postes d'essence d'environ 800 postes d'essence en achetant certains des avoirs de la compagnie pétrolière Gulf.

Effectivement, les conservateurs ont permis à Petro-Canada d'investir environ 800 millions de dollars pour l'expansion de cette société de la Couronne. Maintenant est-ce que les conservateurs sont pour ou contre?

Certains des députés qui ont participé au débat sur l'avenir de Canadair nous ont laissé entendre que la privatisation est bonne puisqu'il y a quelque chose de très sain dans la propriété privée et qu'effectivement ce n'est pas facile pour des sociétés de la Couronne de gérer leurs affaires de manière efficace.

Maintenant, madame la Présidente, je peux peut-être suggérer à mes collègues de l'autre parti et aussi à ceux du parti libéral que le problème que nous connaissons dans notre pays avec les sociétés de la Couronne est surtout un problème de gestion et ce surtout à cause du fait que ni les libéraux ni les conservateurs ont accepté que dans notre pays nous avons effectivement une culture dans l'économie des sociétés de la Couronne. La grande différence entre notre société et notre économie au Canada et celles des Américains c'est le fait que les sociétés de la Couronne ont été utilisées de façon très créative pour établir des industries importantes, pour développer l'économie du pays et pour assurer des emplois aux Canadiens.

[Traduction]

Nous avons utilisé ces sociétés d'État de façon très créative. C'est ce qui nous différencie de nos amis américains. Cela place le Canada, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, à mi-chemin entre le mode d'action des États-Unis et celui de l'Europe.

Le problème qui s'est posé relevait de la gestion. Bien d'autres députés et moi-même avons lu les critiques dans le rapport du vérificateur général sur la propriété publique et les sociétés d'État, publié il y a quelques années. Ce rapport signalait qu'on avait effectivement perdu le contrôle de ces sociétés d'État, ce qui par la suite a fait l'objet d'un rapport important